

ent,



La salle de consommation à moindre risque ouvrira rue de Woeringen. © JEAN BENSANA.



En 25 ans, Transit a géré 5.000 dossiers. © JEAN BENSANA.

douleur se loge dans leur tête et leur chair. Un T-shirt, un pantalon, un slip pour seul bagage, déposé dans le sas. « Nos principes, c'est accueil, soins, dignité. Pour les usagers à la recherche de reconnaissance », insiste Nicolas De Troyer. « Ils nous disent que leur besoin, c'est retrouver une place dans la société. Notre politique, c'est celle de la main tendue. On ne juge pas. On n'est pas dans un discours qui dit c'est dangereux... on est dans l'idée "on peut faire en sorte que tu prennes moins de risques". Et on parle de leur consommation, ils ne doivent pas la cacher, ce n'est pas tabou, cela aide à créer un lien de confiance. »

Ici, les usagers vont et viennent. Parfois simplement pour obtenir du matériel stérile au comptoir ou se reposer. Jamais pour consommer, c'est interdit. « Il y a cette femme qui consomme du

crack : elle arrive chez nous quand ça ne va pas, elle reste deux ou trois jours, elle est tellement épuisée qu'elle dort », raconte Nicolas De Troyer. Le centre de jour offre douches, canapés, repas chauds, vêtements et chaussures au besoin, et parfois le ronronnement de Poupoune, le chat qui y a élu domicile... Surtout, un moment de répit par rapport à la violence de la rue. « Au moins une personne sur trois n'a pas de domicile, ce sont des gens qui vivent dans la déchère », détaille Bruno Valkeneers. Transit a d'ailleurs développé son espace d'hébergement, 22 lits, dont deux d'urgence. « Avec la surveillance permanente d'un éducateur, toute la nuit. Les gens qui arrivent ici, potentiellement, ont consommé la journée. Ils font souvent des cauchemars. On est attentifs à leur respiration, à leur état, on a développé des procédures pour sur-

veiller les risques d'overdose. » Les chambres doivent être libérées vers 8 h. « L'idée est de remettre les gens dans un rythme, on a beaucoup d'oiseaux de nuit, en rue, c'est plus facile de se reposer la journée. On essaie de leur dire qu'on peut faire de belles choses le jour aussi », explique Nicolas De Troyer. Une fois par semaine, un espace est réservé aux femmes, environ 20 % du public.

La demande excède l'offre, le séjour est donc limité, a priori maximum 13 jours, le temps de lancer les démarches administratives. « La moitié des usagers n'a pas de carte d'identité ni d'adresse, un tiers n'a pas de mutuelle, on entreprend les formalités pour ouvrir des droits aux soins. » Ensuite commence la chasse aux places en maisons d'accueil, une galère dans un réseau saturé. Certains usagers suivent leur parcours thérapeutique et se posent dans

l'un des huit studios supervisés, sous les toits. Le temps de réapprendre à gérer un budget, de suivre une formation, de trouver un boulot ou un appartement... un parcours du combattant. « On a quelqu'un pour l'instant qui en est à sa 120^e visite de logement en cinq mois. En moyenne, il faut six mois pour qu'ils trouvent », pointe Nicolas De Troyer.

L'urgence : les soins

En parallèle, l'équipe de Transit offre aussi des soins. Les plus urgents, d'abord, comme les plaies dues aux agressions, brûlures, injections. Aggravées par les seringues plantées à même les blessures parce que les veines y sont plus faciles à trouver, parce que le produit a un effet anesthésiant. « Bien sûr, cela aggrave la situation », explique Juliette Huart, infirmière chez Transit. « On traite beaucoup d'ulcères. Certains ont des mains de Popeye, avec de gros œdèmes, une perte de sensibilité, de motricité des doigts. Les dents et les pieds, c'est aussi une cata pour toutes ces personnes. » Pour elles, il faudrait un suivi quotidien. Mais nombre de personnes sont rattrapées par leur consommation, « qui est la cause de leurs problèmes mais aussi une réponse », pointe Bruno Valkeneers, parfois par l'hôpital ou la prison, et disparaissent parfois quelques jours, ou semaines, « bousillant » le travail entamé.

En 25 ans, Transit a géré 5.000 dossiers ; avant le covid, cinquante à soixante personnes franchissaient chaque jour le sas d'entrée, la rue Stephenson assurait 7.000 nuitées par an. « Avec la salle de consommation, on pourra voir les gens tous les jours », espère Juliette Huart. Et assurer un suivi de généraliste pour dépister les maladies comme l'hépatite ou le sida, et soigner les autres affections, prescrire les médicaments nécessaires. Une porte vers l'accès aux soins, puis au reste... « Beaucoup d'usagers nous disent : "On n'a plus personne, plus de famille, à part vous" », glisse Nicolas De Troyer.

ur de la consommation en rue »

Alors que la salle, insiste Freddy, « ce sera un endroit propre, avec du matériel stérile, sans parasite, sans stress, à son aise, sans avoir peur parce que la peur existe dans la rue. Quand on peut "apprécier" sa consommation, on se sent mieux, et peut-être qu'on consomme de moins en moins au fur et à mesure. A l'arrache, on ne profite pas du moment, on a tendance à consommer de plus en plus, sans limites, et ce sont des sommes astronomiques. J'ai déjà vu des gens qui étaient tellement à l'arrache qu'ils repartaient avec l'aiguille cassée dans le bras ».

La rue, règne de la peur

Treize ans que Freddy fréquente Transit... « Quand j'ai besoin de me reposer. Je peux prendre une douche, manger, faire des démarches. Même si je n'en avais pas besoin, je viendrais. » Cet après-midi-là, il déroule sa « chance ». Assure qu'il « n'est pas tous les jours

comme eux ». « Je peux être propre, consommer proprement », confie-t-il, un brin de fierté dans le ton. « Je connais du monde. Quelqu'un qui est dans la rue du matin au soir n'existe plus de lui-même, mais il arrive à se débrouiller. Moi je dors dans la rue et j'ai beaucoup de gens autour de moi qui m'aident. » Sept années sans toit, ça marque un homme. « J'ai déjà été agressé, heureusement pas blessé parce que j'ai un peu la tête sur les épaules, que je suis un peu prudent. Parfois, on ne voit pas le danger arriver quand on est dans la consommation à l'arrache. L'insécurité est là. Et la peur, de la police, des gens qui nous chassent, des amis qui nous poignardent. Dans la rue, même ton meilleur ami te trahit, se sent obligé de le faire. Parfois, c'est pire, les gens se transforment en loup, pire que Stephen King. »

La minute d'après, le sourire illumine son visage éreinté. « J'aime bouger, j'ai

Une base légale

Cet été, la Cocom a adopté une ordonnance relative à l'agrément et au subventionnement des services actifs en matière de réduction des risques liés aux usages de drogues. Le texte vise à mettre la salle de consommation bruxelloise à l'abri des poursuites. C'est que le cadre réglementaire belge est défini par la loi « drogues » du 24 février 1921 qui prévoit notamment des sanctions « pour ceux qui auront facilité à autrui l'usage de substances stupéfiantes, psychotropes (...), soit en procurant un local, soit par tout autre moyen... ». « Nous avons donc voulu donner une base légale à la salle de consommation à moindre risque », explique Alain Maron. « Il serait souhaitable que la loi de 1921 soit modifiée, mais cela n'a jusqu'à présent jamais abouti. » La Cocom a quelque peu peusé, utilisant les « compétences implicites » pour s'aventurer sur un terrain fédéral. « Ce principe autorise une entité, pour exercer ses compétences, à empiéter sur celles d'une autre. En clair, la Cocom poursuit ici des objectifs de santé et va empiéter, à la marge, sur la loi de 1921 », détaille le ministre (Ecolo) de la Santé. « Cela va sécuriser l'organisation et le personnel de la salle. Cela ne nous dispense pas d'avoir un dialogue avec la zone de police et le parquet. » A côté de ce trajet réglementaire, la Cocom et la Région financent une partie du fonctionnement de Gate. Avant d'ouvrir un centre d'accueil régional intégré pour usagers de drogues, en 2025, qui regroupera sous un toit plusieurs acteurs et différents services, dont une salle de consommation. V.L.A.

PODCAST



Véronique Lamquin, cheffe du service Bruxelles, explique les objectifs du projet. Un podcast de Sandrine Puissant.